Miranda

Revue pluridisciplinaire du monde anglophone /
Multidisciplinary peer-reviewed journal on the English-
speaking world

9 | 2014

Coincidences / Circulating towards and across the
British Isles

Du multiculturalisme à la « crise de l'intégration » : regards croisés entre le Canada et la Grande- Bretagne

Romain Garbaye

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/miranda/5873>

DOI : 10.4000/miranda.5873

ISSN : 2108-6559

Éditeur

Université Toulouse - Jean Jaurès

Référence électronique

Romain Garbaye, « Du multiculturalisme à la « crise de l'intégration » : regards croisés entre le Canada et la Grande-Bretagne », *Miranda* [En ligne], 9 | 2014, mis en ligne le 03 mars 2014, consulté le 16 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/miranda/5873> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/miranda.5873>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2021.

Miranda is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License.

Du multiculturalisme à la « crise de l'intégration » : regards croisés entre le Canada et la Grande-Bretagne

Romain Garbaye

Introduction

- ¹ La Grande-Bretagne était jusqu'au tournant des années 2000 l'un des pays européens les plus fermement attachés à une approche « multiculturaliste » de l'intégration des migrants. Mais depuis le tournant des années 2000, ses dirigeants ont opéré un revirement de plus en plus marqué vers une approche plus intégrationniste, voire « néo-assimilationniste » de la diversité culturelle. Cette évolution est désormais bien connue et a été analysée tant d'un point de vue britannique (Hewitt ; Kundnani ; Modood 2007 et 2010 ; Pitcher) que français (Latour ; Lassalle ; Le Texier, Esteves et Lacorne) ou dans le cadre de comparaisons internationales (Joppke ; Banting et Kymlicka ; Vertovec et Wessendorf). Cet article se propose d'esquisser une perspective encore relativement peu développée, celle des transferts internationaux d'idées et des influences croisées. Il s'agit de considérer le multiculturalisme, ses critiques, et les approches de la diversité qui lui ont succédé, comme des notions qui sont souvent empruntées à des pays différents pour être réinterprétées et réinventées. On connaît par exemple depuis le travail d'Erik Bleich toute l'influence du mouvement des droits civiques américain sur la législation britannique contre la discrimination raciale, lancée dans les années 1960 (Bleich). Mais qu'en est-il des modèles de politiques publiques adoptées par les gouvernants britanniques dans les décennies qui se sont écoulées depuis ?
- ² Le regard se tourne non plus vers les Etats-Unis mais vers des pays comme l'Australie, ou singulièrement ici, le Canada, qui ont transmis à la Grande-Bretagne les notions de

multiculturalisme et de *community cohesion*. Pourquoi, étant donné le fossé qui semble séparer la Grande-Bretagne de ses anciens dominions, ces derniers fonctionnent-ils pour elle comme une source d'inspiration privilégiée dans ces domaines ? Comment évaluer le pouvoir explicatif des solidarités universitaires, intellectuelles, et politiques qui subsistent entre ces pays et qui sous-tendent ces échanges ? Enfin, dans quelle mesure la Grande-Bretagne a-t-elle pu elle aussi faire figure d'inspiration, de modèle, ou plus vraisemblablement sur ce sujet, de contre-modèle ?

- 3 Le cas britannique mérite en effet d'être replacé non seulement dans un cadre comparatif international, mais aussi plus précisément dans celui de l'aire anglophone « post-britannique ». Le multiculturalisme n'est pas limité à cette aire culturelle (il a aussi été adopté par les Pays-Bas ou la Suède) mais il y est apparu, et y a été associé étroitement aux débats sur l'identité nationale. De même les critiques du multiculturalisme ont été émises dans ces pays avant de se diffuser ailleurs. La comparaison canado-britannique, en particulier, est particulièrement évocatrice — Le Canada est le premier pays à avoir adopté une politique explicitement « multiculturaliste » en 1971. Par la suite, les critiques du multiculturalisme qui ont été développées au Royaume-Uni manifestent des jeux d'influence et de réappropriation des argumentaires comparables apparus dès la fin des années 1980 au Canada. Ainsi, la notion de *community cohesion*, qui a été placée par les autorités britanniques au centre de leur effort de redéfinition des politiques en direction des minorités, doit elle aussi beaucoup aux réflexions canadiennes des années 1990 sur la cohésion sociale et le « multiculturalisme civique ».
- 4 On commencera par définir l'arrière-plan historique de la comparaison : de tels efforts comparatifs ne peuvent en effet avoir de sens que s'ils prennent pleinement en compte la spécificité de la trajectoire historique du Canada, dont le processus historique de construction de l'identité nationale contraste avec celui d'un vieil Etat-nation centralisé comme le Royaume-Uni. L'histoire des politiques de l'immigration et de la gestion de la diversité diffère aussi entre les deux pays. On verra ensuite que malgré ces différences, les deux pays font preuve d'une certaine proximité intellectuelle, comme en témoigne l'intérêt récurrent manifesté par les experts, journalistes et hommes politiques britanniques pour les idées canadiennes qu'ils n'ont eu de cesse d'adapter. Cela a été le cas des critiques du multiculturalisme à la fin des années 1990, puis de la réflexion en termes de cohésion sociale et de citoyenneté pendant la décennie suivante. Les échanges intellectuels transatlantiques se faisant dans les deux sens, on s'intéressera enfin au regard canadien sur la Grande-Bretagne, qui a constitué récemment outre-Atlantique une sorte de contre-modèle symptomatique des pires dérives européennes.

Les contrastes anglo-canadiens

- 5 Il faut d'abord insister sur le fait que le Canada est une société d'immigration (*settler society*¹), tandis que la Grande-Bretagne, qui historiquement a justement fourni la majorité des immigrants vers le Canada, a longtemps été une société d'émigration. Par ailleurs, le Canada est caractérisé par trois enjeux bien distincts liés à la diversité culturelle ou linguistique : la question des peuples autochtones, la question québécoise, et celle des minorités d'origine immigrée. La Grande-Bretagne n'est concernée que par le second, la diversité en lien avec l'immigration. Le Canada a longtemps mené des

politiques d'immigration restrictives, selon des critères d'origine nationale visant à préserver le caractère « anglo-celtique », puis européen, de sa population, jusqu'aux années 1960. Ces critères restrictifs contrastent avec l'ouverture totale de la Grande-Bretagne à ses immigrés ou du Nouveau Commonwealth, d'origine caribéenne ou indo-pakistanaise, dans les années 1940, 1950 et jusqu'au début des années 1960. Or, comme l'écrivait John Pearson en 2001 :

Paradoxalement, les États qui étaient autrefois des exemples par excellence de tentatives de former de nouvelles nations autour d'un noyau étroitement ethnique [c'est-à-dire le Canada et l'Australie] ont évolué dans les dernières décennies vers des représentations duales ou multiples de l'appartenance nationale. Ces États qui maintenaient leurs fondations mono-ethniques avec une surveillance stricte des flux migratoires et des contrôles stricts de leurs indigènes dénoncent maintenant l'assimilation et vantent les mérites du pluralisme culturel².

- 6 Ces éléments fondamentaux dessinent les contours d'une problématique canadienne de l'intégration des minorités profondément différente de celle que l'on connaît en Grande-Bretagne. Au paradoxe des *settlers societies* noté par Pearson, on peut en effet ajouter son inverse britannique, celui d'une société qui, lorsqu'elle ouvrait grand ses frontières à ses sujets coloniaux, jusqu'en 1962, avait une politique à leur égard *de facto* assimilationniste (*colourblind*), mais qui n'a connu sa phase multiculturaliste qu'à partir de la fin des années 1970, c'est-à-dire après avoir limité les flux migratoires.
- 7 Par ailleurs, la genèse de la notion de multiculturalisme est étroitement liée à l'histoire de la nation canadienne, et elle garde dans ce pays une importance qu'elle n'a jamais atteinte ailleurs. La question francophone, en particulier, a puissamment marqué l'histoire de l'État et de l'identité nationale au Canada, et seule sa prise en compte permet de comprendre comment le multiculturalisme est né et pourquoi il s'est imposé comme une composante essentielle de l'identité canadienne. Le fédéralisme canadien est dès le départ, en 1867, une expérimentation originale, celle de la société duale : un État et une identité nationale faibles, qui chapeautent les deux composantes, anglophone et francophone, qui coexistent et qui interagissent peu. Dans cette stratégie institutionnelle de gestion de la question francophone, on peut déjà discerner les prémices du multiculturalisme tel qu'il va ensuite émerger dans la seconde moitié du XX^e siècle³. De fait, c'est un regain de tensions entre les deux sociétés dans les années 1960 qui a enclenché la séquence politique qui a mené à la naissance du multiculturalisme. La commission royale sur le bilinguisme, établie en 1963, s'est vue confier la tâche de réfléchir à la fois aux relations entre les deux cultures fondatrices et « à la contribution faite par les autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada »⁴. Un tiers de la population canadienne était en effet déjà d'une origine autre que britannique ou française. C'est ensuite la publication par la commission d'un volume sur ces populations qui ouvrit la voie à la création d'une politique multiculturaliste dans le cadre du bilinguisme en 1971, et le multiculturalisme fut officialisé comme politique gouvernementale par le Premier ministre Pierre Trudeau le 8 Octobre 1971 (Jansen).
- 8 La politique d'immigration canadienne a été restreinte, pour l'essentiel, aux migrants d'origine européenne jusqu'aux années 1960. Ce n'est qu'avec des réformes de la politique d'immigration dans les années 1960 que le pays commence à s'ouvrir aux migrants d'Afrique, d'Asie et des Antilles. Aux minorités culturelles européennes s'ajoutent peu à peu des populations d'origines diverses, couvrant à peu près toutes les régions d'Asie, du Moyen-Orient, d'Afrique et des Caraïbes. Mais lorsque la notion de

multiculturalisme apparaît dans le rapport de la commission royale, puis dans les politiques publiques en 1971, ces flux de migrants sont encore trop nouveaux pour être pris en compte dans la formulation de la nouvelle politique multiculturaliste. Ce sont encore les seules minorités européennes qui en sont l'objet. Dans ce contexte, le multiculturalisme dans sa première version en 1971 vise avant tout à aider les membres de ces groupes à surmonter les barrières culturelles qui empêchent leur participation à la vie du pays ; promouvoir les échanges entre les groupes culturels dans l'intérêt de l'unité nationale ; aider les immigrants à acquérir l'une des langues officielles du Canada. Cette première phase dans l'histoire du multiculturalisme canadien correspond à ce que le sociologue et politologue Augie Fleras appelle le « multiculturalisme de l'ethnicité ». Il est fondé sur une vision figée des identités d'origine des Canadiens minoritaires tels que les Italiens, les Irlandais, les Ukrainiens, les Lithuaniens et d'autres groupes européens (Fleras). Inscrit dans la Charte des Droits de l'Homme qui constitue le préambule de la constitution de 1982, le multiculturalisme devient un élément constitutif de l'ordre juridique et de l'identité nationale (Uberoi).

- 9 Ce n'est donc que dans les années 1980 que le multiculturalisme entre dans ce qu'Augie Fleras appelle sa « deuxième phase », l'*equity multiculturalism*. Le *Multiculturalism Act* de 1988 reflète cette évolution. Devant les problèmes spécifiques rencontrés par les minorités d'origine extra-européenne, les « minorités visibles » désormais présents en nombres croissants dans la société canadienne, la question de l'intégration n'est plus seulement vue sous un angle ethno-culturel, mais aussi sous un angle structurel et socio-économique. Il s'agit de développer la lutte contre les désavantages socio-économiques dont souffrent, plus que les précédents, les nouveaux migrants. Ceci implique une extension des politiques multiculturalistes aux domaines de la lutte contre les discriminations et de la sous-représentation institutionnelle et politique.
- 10 En Grande-Bretagne, les premières grandes étapes de l'évolution des approches de gestion de la diversité contrastent nettement avec cette chronologie canadienne, et en renvoient même, au moins en ce qui concerne les premières phases, une image inversée. Au contraire du Canada, la Grande-Bretagne est jusqu'au début des années 1960 remarquablement ouverte à l'immigration africaine et asiatique — même si cette grande ouverture ne concerne que les populations de ses colonies et des anciennes colonies. Le *British Nationality Act* de 1948 (qui est d'ailleurs voté en réaction à la création par le Canada d'une citoyenneté canadienne, distincte du statut de sujet impérial britannique dont les canadiens étaient encore dotés) laisse en effet la possibilité aux sujets des colonies et aux citoyens des anciennes colonies nouvellement indépendantes de migrer librement vers le territoire britannique, ainsi que d'accéder sans restriction à tous les droits politiques et sociaux dès leur arrivée sur le territoire. C'est ainsi que, contrairement au Canada, la Grande-Bretagne voit dès les années 40, l'arrivée de flux importants de migrants en provenance des Antilles anglophones (La Barbade, Jamaïque, Guyane britannique, Trinité et Tobago), de l'Inde, et du Pakistan. Il s'agit donc d'une immigration non sélectionnée, et de fait ces populations seront dans leur majorité peu qualifiées et d'origine rurale. Elles vont pour une grande partie d'entre elles occuper des emplois industriels, et seront particulièrement touchées par la désindustrialisation et la montée du chômage qui affecte les pays européens dès la fin des années 1960.
- 11 C'est en direction de ces populations que, dès 1965, c'est-à-dire avant même l'apparition des premières politiques multiculturalistes au Canada au début des années

1970, que la Grande-Bretagne met sur pied une politique de *race relations*. Il s'agit alors pour les élites britanniques de faire face à des réactions de rejet des nouveaux migrants, qui ciblent le plus souvent les immigrants noirs en provenance des Antilles. Dès 1958, des émeutes anti-antillaises éclatent dans le quartier de Notting Hill à Londres, des associations conservatrices locales dans des villes comme Birmingham se font l'écho de sentiments anti-immigrants de plus en plus répandus parmi leurs sympathisants. En 1968, le discours d'Enoch Powell sur les « rivières de sang » (*rivers of blood*) qui menacent d'inonder la Grande-Bretagne multiraciale reflètent ce climat. Dans ce contexte, les politiques de *race relations* vont viser à favoriser l'intégration de ces migrants extra-européens à travers un prisme racial : favoriser les « relations harmonieuses entre communautés », et surtout mettre sur pied le cadre législatif de lutte contre la discrimination raciale le plus ambitieux d'Europe, sous influence directe du mouvement américain des droits civiques (Shukra ; Bleich). Cette politique sera concrétisée par le *Race Relations Act* de 1965, complété par le deuxième de 1968 et surtout par le *Third Race Relations Act* de 1976 qui crée la *Commission for Racial Equality* (CRE) et impose à toutes les autorités locales une obligation de lutte contre la discrimination. Cette politique a été encore renforcée par le *Race Relations (Amendment) Act* de 2000, avant d'être refondue dans le cadre d'une politique globale contre tous les types de discriminations dans le *Equality Act* de 2006. Aujourd'hui encore elle reste le fondement de la stratégie britannique d'intégration des migrants.

Multiculturalisme et critique du multiculturalisme, du Canada à la Grande-Bretagne

- 12 Ce n'est qu'à partir de la toute fin des années 1970, et pendant les années 1980, que la notion de multiculturalisme est importée du Canada vers la Grande-Bretagne. Réinterprétée dans le contexte britannique, elle désigne une toute autre réalité qu'au Canada. Il ne s'agit pas d'une politique d'Etat, les gouvernements de Margaret Thatcher alors au pouvoir y étant hostiles, mais d'un ensemble hétéroclite d'initiatives prises par des autorités locales, souvent des zones urbaines à forte concentration de migrants et contrôlées par le parti travailliste. Au départ soutenues par des courants novateurs au sein du parti (*La New Urban Left*), ces initiatives vont peu à peu devenir consensuelles dans l'ensemble de la gauche britannique : concessions aux revendications identitaires et religieuses, en particulier musulmanes, dans les écoles et tolérance du voile islamique ; subventions aux festivals culturels, aux fêtes nationales, lutte contre les discriminations et le sous-emploi des minorités au niveau local, autorisation de constructions de mosquées, de temples Sikhs et Hindous, cooptation de personnes issues des minorités dans les conseils municipaux, etc.
- 13 Il ne s'agit pas non plus d'une stratégie de construction de l'identité nationale, sur fond de discorde entre deux groupes fondateurs de la nation, comme cela été le cas au Canada avec la question du bilinguisme, mais bien d'expérimentations limitées, ad hoc, en direction des seules minorités. Dans le contexte des années 1980, ces minorités sont encore pour l'essentiel d'origine postcoloniale : il s'agit d'approfondir et d'améliorer l'antiracisme de la période précédente, auquel beaucoup reprochent d'avoir négligé les problématiques identitaires de certains groupes. La question de l'islam est aussi très prégnante pour nombre de ces populations, en particulier les bangladais et les pakistanais qui représentent une forte proportion des minorités et qui sont musulmans

à 99 %. A travers le multiculturalisme, c'est une demande de reconnaissance d'une identité religieuse qui commence à s'affirmer en Grande-Bretagne, phénomène qui s'amplifie après l'affaire Rushdie en 1988-1989.

- 14 Après cette première recherche d'inspiration canadienne au Royaume-Uni, on assiste à une série d'échanges de plus en plus fréquents et nourris entre les deux pays, à commencer par l'importation britannique d'arguments contre le multiculturalisme. Dans les deux pays, cette notion est plutôt marquée comme « progressiste » sur l'échiquier politique : pur produit de premiers ministres libéraux au Canada (Lester Pearson puis Pierre Trudeau), et marqueur idéologique de la nouvelle gauche au Royaume-Uni, il a été attaqué très tôt au Canada par le *Reform Party* (néoconservateur et défenseur des intérêts anglophones) dès la fin des années 1980, et en Grande-Bretagne par le Parti conservateur. Dans les deux cas, il a été présenté comme une manière de nier les racines historiques de l'identité nationale telle qu'elle était traditionnellement définie. Il a aussi été attaqué sur sa gauche tant au Canada qu'en Grande-Bretagne dès les années 1980 au nom d'un antiracisme véhément qui y a vu une stratégie de diversion face aux discriminations et aux stigmatisations des migrants qu'il ne combattait pas véritablement selon cette perspective (Siddiqui, 24).
- 15 A partir des années 1990, puis du tournant des années 2000, c'est un autre type de critiques qui se dessinent, plus profondes cette fois, car elles émanent soit de cette même gauche qui l'avait initialement soutenue, soit des institutions chargées de le mettre en oeuvre. Ce mouvement s'amorce d'abord au Canada dès le début des années 1990, avant que des arguments largement convergents ne soient repris dans le contexte britannique. Les premières critiques canadiennes émanent du rapport public du *Citizen's Forum on Canada's Future*, également connu sous le nom de commission Spicer, établie en 1991 à la suite d'une vaste consultation populaire sur l'avenir du « vivre ensemble » canadien après l'échec des négociations du lac Meech sur la question québécoise. En plus de la question constitutionnelle, le rapport fut aussi amené à se prononcer sur la question des communautés autochtones et de la diversité ethno-culturelle causée par l'immigration. Elle révéla un décalage important entre, d'un côté, des attitudes favorables à la diversité dans la société canadienne, et, de l'autre, une opposition aux politiques multiculturalistes. Le sentiment qui prédominait, malgré l'attachement à la diversité, était que la reconnaissance d'une identité canadienne commune à tous devrait prévaloir pour assurer l'unité nationale. Les politiques multiculturalistes fédérales étaient souvent vues par les personnes consultées comme une diversion coûteuse qui renvoyaient les Canadiens à leurs origines nationales au lieu de les encourager à réfléchir à leur avenir commun.
- 16 Ce type de critique n'a cessé de prendre de l'ampleur dans cette période. Parmi les premiers travaux influents de ce type, on trouve le livre de Reginald Bibby paru en 1990, *Mosaic Madness*, selon lequel l'adoption du multiculturalisme par le gouvernement fédéral conduit tout droit à une société individualisée et fragmentée, victime de son relativisme, plus imposé par les circonstances migratoires et démographiques que véritablement souhaité (Hewitt 2005). La critique la plus retentissante a été formulée en 1994, sous la plume de Neil Bissoondath, auteur de fiction et de théâtre canadien originaire de Trinité et Tobago. Son livre *Selling Illusions: The Cult of Multiculturalism in Canada* connu un grand retentissement et annonça nombre des thématiques qui nourrirent les critiques ultérieures. Il s'inscrivait dans la perspective de la commission Spicer ou du livre de Bibby, présentant le multiculturalisme comme un facteur de

division. Il encourage les migrants à se penser comme séparés de la culture dominante, et séparés les uns des autres en fonction de leurs différentes origines nationales. Le multiculturalisme essentialise les identités de groupe en les réduisant à des formes figées, archaïques et folkloriques qui ne correspondent plus à l'évolution réelle des cultures des pays d'origine. Ce faisant, il nie le caractère composite et évolutif de l'identité individuelle et condamne les individus à être perçus à travers le prisme d'une identité de groupe réductrice et artificielle.

- 17 C'est dans ce contexte que le multiculturalisme a été reformulé une troisième fois au Canada, pour entrer dans ce que Augie Fleras appelle la phase « civique » (*civic multiculturalism*). Dans cette nouvelle perspective, les objectifs de respect des différences culturelles et d'égalité des chances sont encore présents, mais on met désormais l'accent sur une nouvelle notion, la citoyenneté. Il s'agit d'encourager la participation de tous à la société canadienne de manière à favoriser un sentiment d'appartenance, de vivre-ensemble, et la participation de tous à la communauté nationale. Au lieu de parler de préjugés culturels et de reconnaissance de la différence, ou de racisme et de lutte contre les discriminations, on insiste désormais sur les notions d'inclusion et d'exclusion (Fleras, 68). Il faut voir dans cette nouvelle phase l'influence d'un paradigme sociologique influent dans les années 1990 au Canada, des départements de sciences sociales des grandes universités aux syndicats en passant par les *think tanks* : celui de de cohésion sociale. Comme tous les concepts à succès, celui-ci est à géométrie variable. Mais, selon une tentative de description qui a fait autorité dès 1998, celle de Jane Jenson, elle recèle toujours les ingrédients suivants : la capacité à construire une identité collective, un sentiment d'appartenance ; la capacité de la société à inclure tous ses membres et à réduire les inégalités ; la légitimité des institutions politiques et la qualité des processus démocratiques ; la capacité à arbitrer les conflits entre des intérêts antagonistes. La notion de capital social complète celle de cohésion en désignant le niveau de confiance entre les individus, les valeurs de civisme et de respect qui constituent une « glue sociale » permettant aux institutions de fonctionner (Jenson, 17).
- 18 Malgré le contexte migratoire et politique différent en Grande-Bretagne, ce type de critique, et la mutation correspondante des politiques publiques, y sont aussi apparus avec environ une décennie de décalage. La critique la plus précoce, et en droite ligne de celle de Bissoondath, est venue de Yasmin Alibhai-Brown, chroniqueuse à *l'Independent*. Dans son livre *After Multiculturalism*, publié en 2000, elle se livre à une attaque en règle axée sur les points suivants : le multiculturalisme s'adresse exclusivement aux minorités qu'il contribue ainsi à marginaliser ; il a produit un sentiment d'exclusion dans la population « majoritaire » ; il s'adresse surtout aux préoccupations culturelles des élites et contribue peu à l'amélioration du niveau de vie de la plupart des personnes décrites comme des minorités ; il réifie les cultures et institutionnalise les inégalités ; il élève des barrières, au lieu d'unir ; il n'est pas assez valorisé aux yeux de la population ; c'est une politique insulaire déconnectée des questions de politique étrangère et de la globalisation (Alibhai-Brown).
- 19 Enfin, le paradigme du multiculturalisme civique et de la cohésion sociale a eu une influence particulièrement marquée sur la Grande-Bretagne. A partir de 2001, les politiques publiques britanniques ont été redéfinies autour de la notion de *community cohesion*, elle-même dérivée de la cohésion sociale canadienne. Le glissement vers cette nouvelle approche s'est fait dans le contexte britannique en 2001, au moment

d'émeutes urbaines dans le nord de l'Angleterre survenues quelques mois avant le 11 septembre, et impliquant pour l'essentiel des jeunes d'origine indo-pakistanaise. Une série de rapports officiels sur ces émeutes a été l'occasion pour les autorités d'esquisser leurs premières critiques du multiculturalisme et de proposer de nouvelles approches centrées sur la citoyenneté, les valeurs communes et le capital social, en droite ligne avec le multiculturalisme civique. Ces rapports définissent la *community cohesion* de la manière suivante :

- 20 Une communauté cohésive est une communauté dans laquelle « il y a une vision commune et un sentiment d'appartenance pour toutes les communautés, la diversité des origines des personnes et des circonstances est appréciée et évaluée positivement, les personnes d'origine différente ont des opportunités de vie semblables, et des relations fortes et positives sont développées entre des personnes d'origines différentes sur le lieu de travail, dans les écoles et dans les quartiers. »⁵ (LGA)
- 21 Le premier rapport à évoquer la *community cohesion*, le « rapport Cantle » du nom de son auteur, la définit en référence à des influences diverses, du catholicisme social à la sociologie du capital social, mais l'influence canadienne y est prégnante. Le rapport cite ainsi une définition officielle canadienne de la cohésion sociale, celle du *Social Cohesion Network* du gouvernement fédéral canadien, pour appuyer son analyse :
- 22 « Le processus continu de développement d'une communauté de valeurs partagées, le défis partagés et d'égalité des chances au Canada, basé sur un sentiment de confiance, d'espoir et de réciprocité parmi tous les Canadiens »⁶. (Cantle)

De la critique à la crise... une singularité britannique ?

- 23 Au-delà de ces éléments de convergence, il faut compléter et nuancer ce tableau en insistant sur les évolutions spécifiques à chaque pays. Dans sa variante britannique, en particulier, ce « repli » prend la forme d'une véritable crise du multiculturalisme. Les émeutes de 2001 et le 11 septembre marquent au départ un fléchissement de la logique multiculturaliste, mais très vite la critique va devenir dénonciation et rejet. Après les attentats de 2005, le rejet est patent, le multiculturalisme étant considéré non plus comme un outil au service de l'intégration mais comme un obstacle.
- 24 Les émeutes ont conduit les autorités gouvernementales à mettre en relief la conjonction de la marginalisation socio-économique et culturelle des populations immigrées entassées dans certaines zones urbaines, et les conduisent à rejeter explicitement certains aspects emblématiques du multiculturalisme britannique de plus en plus considéré comme ayant encouragé des processus de concentration de ces populations dans des quartiers de relégation. De fait, le gros des violences concerne essentiellement des jeunes d'origine pakistanaise contre la police, dans les quartiers très désavantagés au plan socio-économique, marqués par la très forte perte de valeur immobilière, et la fuite des populations blanches vers d'autres quartiers. Le résultat est la forte concentration résidentielle des *Asians* (« Asiatiques », c'est-à-dire dans ces villes en grande majorité des personnes d'origine pakistanaise ou bangladaise), parfois plus de 70 % d'un *ward* (division électorale utilisée pour les élections municipales, environ 20 000 habitants). Ensuite, ces violences sont causées par des provocations de petits groupes proches de l'extrême-droite, qui a toujours échoué à s'implanter dans le

paysage politique britannique, mais qui a su régulièrement faire parler d'elle en attisant les tensions locales entre populations diverses.

- 25 C'est ainsi que la grande nouveauté des analyses gouvernementales qui suivront les émeutes est l'introduction de la notion de ségrégation comme élément à charge contre le multiculturalisme. Ceci apparaît clairement dans le rapport Cantle, mais aussi dans le rapport Ouseley sur Bradford ou le rapport Ritchie sur Oldham. La ségrégation, non seulement résidentielle, mais aussi scolaire, mène selon ces rapports à l'existence de communautés séparées, menant des « vies parallèles » dans tous les domaines de la vie quotidienne, qui est dénoncée. Cette expression de « vies parallèles » s'imposera rapidement comme l'une des idées fortes des rapports. Certains vont plus loin et dénoncent aussi « l'auto-ségrégation », comme le rapport Ouseley sur Bradford qui renvoie dos à dos les communautés « asiatiques », pour leur tendance au regroupement, et les « Blancs », accusés de fuir les quartiers multiraciaux. Le rapport Ritchie note à la fois la tendance des « Asiatiques » à se regrouper et le phénomène de *white flight*, c'est-à-dire de « fuite » des Blancs des quartiers qui comportent une forte proportion de minorités. C'est ce phénomène qui aurait fait d'Oldham une des villes les plus divisées de Grande-Bretagne (Ritchie). Enfin, Trevor Phillips, qui, en tant que président de la Commission pour l'Egalité Raciale (CRE), occupe une position d'autorité dans les débats britanniques, a poussé très loin cette analyse, dénonçant non seulement ce qu'il a appelé la ségrégation « dure » mais aussi la ségrégation « douce ». La ségrégation dure désigne la tendance au regroupement résidentiel et scolaire et recouvre donc celle déjà dénoncée par les rapports ; quant à la ségrégation douce, elle désigne les pratiques culturelles et les fréquentations amicales, qui sont presque exclusivement blanches pour les *Whites*, et peu mélangées chez les minorités (Phillips).
- 26 Derrière le fléau de la ségrégation, se cachent selon les rapports les politiques multiculturalistes, accusées d'avoir encouragé le séparatisme ethnique d'une partie de la population. Certains rapports se livrent ainsi à des attaques précises contre les dérives de l'institutionnalisation et du financement de réseaux communautaires dans les villes, qui est caractéristique de bien des villes travaillistes du nord et du centre de l'Angleterre. Le rapport Ouseley sur Bradford cite des habitants de la ville qui dénoncent un leadership politique faible, à genoux devant les dirigeants communautaires dans le cadre d'une culture du « *deal* » dont le but est le but de « maintenir le calme » (*keep the peace*). Ces dirigeants communautaires sont accusés d'être « auto-désignés » (*self-styled*), d'être de mèche avec l'*Establishment*, et de maintenir le statu quo de contrôle social et de ségrégation à travers la peur, l'ignorance et les menaces (Ouseley). Pour marginaliser ces pratiques, les autorités ont remis en cause depuis 2001 le principe du *single group funding* (c'est-à-dire l'octroi de subventions à des simples organisations) pour rediriger les financements locaux vers des partenariats interculturels ou interconfessionnels regroupant plusieurs organisations.
- 27 A partir des attentats de Londres de 2005, ce type d'attaque est dirigé plus explicitement contre les seules communautés musulmanes. En ce sens, les évolutions britanniques des années 2000 accentuent une tendance qui remonte à l'affaire Rushdie à la fin des années 1980 et qui consiste à placer la question des musulmans et de l'islam au cœur du débat. En décembre 2006, Tony Blair énonce sa réaction la plus marquante à l'attentat dans son discours intitulé « le devoir d'intégration : des valeurs britanniques partagées » (*The Duty to Integrate : Shared British Values*). Ce discours établit un lien direct entre la communauté musulmane, et les extrémistes violents qu'elle est accusée de

recéler en son sein, et le besoin de repenser le multiculturalisme britannique en insistant sur les valeurs communes et le devoir d'adhésion de tous à ces valeurs. Concrètement, ceci signifie une liste de mesures énoncées en fin de discours, qui vont d'un meilleur contrôle des subventions aux groupes communautaires, la lutte contre les mariages forcés, le respect de la règle de droit, le contrôle des prêcheurs étrangers sur le territoire, le développement des cours de citoyenneté à l'école, et la création de tests de langue pour l'obtention du statut de *permanent resident*. Dans la même période, les gouvernements Blair, puis Brown à partir de 2010, mettaient sur pied le programme PREVENT de prévention du terrorisme, consistant à financer des programmes locaux de sensibilisation à la radicalisation violente et de partenariats préventifs avec des groupes musulmans.

- 28 Cette logique consistant à lier étroitement menace terroriste, populations musulmanes de Grande-Bretagne, et insistance sur l'adhésion de ces communautés à des valeurs « britanniques », a été pour l'essentiel renforcée depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de David Cameron. Dans son discours sur la sécurité prononcé à Munich en février 2011, ce dernier a rejeté sans appel ce qu'il a appelé le « multiculturalisme d'état », au nom duquel les néo-travaillistes auraient, selon lui, financé des organisations musulmanes parfois douteuses, soupçonnées de dérives terroristes potentielles. Dans cette perspective, il a refondu le programme de prévention du terrorisme PREVENT lancé sous Tony Blair et qui reposait sur des partenariats avec diverses organisations musulmanes. Dans la nouvelle version, PREVENT 2 lancée en 2011, l'objectif est désormais d'élargir le champ de la lutte anti-terroriste à toutes les formes d'extrémisme politique, y-compris l'extrême-droite. L'approche proposée en lieu et place du multiculturalisme est résumée dans le discours de David Cameron par l'idée de *muscular liberalism*. Le sens de cette expression reste confus, mais il semble qu'elle désigne une interprétation stricte du principe de l'égalité de traitement entre tous les citoyens, et le rejet de toute logique de reconnaissance explicite de la diversité culturelle.

Vers une crise du multiculturalisme au Canada ? La Grande-Bretagne comme contre-modèle

- 29 Le Canada n'a pas participé au rejet véhément du multiculturalisme souvent observé en Grande-Bretagne. En 2003, 85 % des Canadiens considéraient que le multiculturalisme était important pour l'identité canadienne, contre 74 % seulement en 1997. En ce qui concerne l'islam, objet de tant de tensions dans les pays européens, dont la Grande-Bretagne, 83 % des Canadiens considéraient en 2006 que les musulmans faisaient une contribution positive à la société canadienne (Kymlicka, 2).⁷
- 30 Malgré tout, on observe des tentatives répétées de tirer les leçons des déboires européens, qui ont fini par dominer les débats canadiens sur le multiculturalisme depuis 2006, comme le montre un rapport publié par Will Kymlicka en 2010 (Kymlicka). Des pays européens font figure d'épouvantail, de contre-exemple, sous la plume de commentateurs, journalistes ou universitaires, qui s'inquiètent de la possible extension au Canada de la crise européenne d'intégration des migrants, nonobstant les différences économiques, historiques et sociales qui séparent les deux rives de l'Atlantique. Le cas britannique est l'un de ceux le plus souvent cité. Après les influences canadiennes vers la Grande-Bretagne depuis les années 1970, on verrait ainsi

apparaître une sorte d'influence britannique en retour, même s'il s'agirait plus ici d'une influence subie, regrettable, la Grande-Bretagne faisant figure de contre-exemple.

- 31 Will Kymlicka repère ainsi l'apparition de discours journalistiques qui tendent à accréditer l'idée d'une dérive « à l'européenne » du Canada (Kymlicka 2010), par exemple l'article du *National Post* du 12 juin 2006, *How we became a land of ghettos* qui alerte sur les risques du terrorisme islamiste. L'article extrapole à partir de l'affaire des *Toronto 18* — qui a vu dix-huit musulmans d'origine indo-pakistanaise soupçonnés de se préparer au terrorisme et arrêtés — pour esquisser un portrait alarmiste des dérives du multiculturalisme canadien, qui s'éloigne des critiques désormais habituelles du type de celles de Bissoondath — réification des cultures, assignation des individus à leurs origines nationales, création de division artificielles entre Canadiens — pour pointer le risque de séparatisme et le rejet des valeurs du pays d'accueil. Ce qui est présenté là comme une problématique européenne reflète étroitement les débats britanniques depuis 2001. Trois thématiques entremêlées apparaissent : la peur du terrorisme islamiste et la stigmatisation des populations musulmanes ; la dérive vers la ségrégation ethnique dans certaines villes ; et la baisse du sentiment de loyauté des nouveaux migrants.
- 32 Malgré le niveau de tolérance des musulmans au Canada, il faut noter qu'un nouveau contexte de sécuritisation de la politique de l'immigration et du contrôle des frontières a imprégné l'ensemble des débats sur la diversité culturelle au Canada depuis le 11 septembre (Belelieu). C'est encore plus le cas depuis 2006, soit peu de temps après les attentats de 2005 à Londres, avec l'épisode très médiatisé des *Toronto 18*. Le parallèle avec la Grande-Bretagne est renforcé dans le cas du Canada anglophone, épiscentre de cette affaire, par le fait que, comme en Grande-Bretagne, les populations musulmanes les plus importantes numériquement y sont d'origine pakistanaise. Cette affaire s'est rajoutée à une série de controverses qui ont secoué l'Ontario autour d'un projet, finalement abandonné en 2008, de permettre l'utilisation de principes islamiques dans les procédures d'arbitrage.
- 33 Par ailleurs, au-delà de cette question du terrorisme, Kymlicka montre aussi comment les thématiques de la concentration résidentielle et de la ségrégation ont fait leur entrée dans les débats au Canada, qui jusqu'encore récemment n'accordaient pas tant d'attention à ces questions. Allan Gregg, auteur d'un autre article alarmiste (Gregg), cite ainsi un rapport de l'agence nationale des statistiques, *Statistics Canada*, intitulé *Visible minority neighbourhoods in Toronto, Montreal et Vancouver* pour dénoncer une dérive vers la ségrégation ethnique⁸. De fait, cette enquête révèle que le Canada est passé de six enclaves ethniques en 1981 à 254 enclaves en 2011. La question est posée dans un contexte de dégradation du statut socio-économique des nouveaux migrants au Canada dans la dernière décennie. Dans la politique d'immigration basée sur le système de « points » en fonction notamment de la formation, des diplômes et des qualifications professionnelles, le devenir professionnel des migrants a été traditionnellement bien meilleur au Canada que pour les nombreux migrants postcoloniaux non-qualifiés dans des pays comme la Grande-Bretagne ou la France.
- 34 La crainte de la baisse de sentiment de loyauté des nouveaux migrants et des minorités visibles, dans contexte de difficultés croissantes d'accès au marché du travail, est ainsi de plus en plus visible. L'une des grandes enquêtes quantitatives récentes sur les effets des politiques multiculturalistes au Canada, celle de Jeffrey Reitz et Rupa Bannerjee, est aussi souvent citée pour montrer que les minorités visibles de la seconde génération au

Canada font preuve d'un sentiment d'appartenance à la nation canadienne en baisse, non seulement par rapport non seulement aux « Blancs », mais aussi par rapport à leurs parents, dans un contexte d'insertion de plus en plus difficile sur le marché du travail (Reitz et Bannerjee).

- 35 Cependant, et comme dans le débat britannique, la réalité d'une dérive vers la ségrégation est contestée par d'autres chiffres. Tout d'abord, l'enquête de *Statistics Canada* montre aussi que ces enclaves ne sont pas toutes pauvres : ainsi, les populations asiatiques des enclaves constatées à Richmond (British Columbia) et à Markham (Ontario), sont à plus de 50 % classées comme « classes moyennes ». Le débat se concentre sur la différence entre une enclave et un ghetto. La définition d'une « enclave » utilisée est un quartier où au moins 30 % de la population est issu d'un groupe minoritaire, mais le terme de « ghetto » dénote la superposition de la ségrégation ethnique et de la ségrégation sociale. Ce terme serait approprié pour décrire les villes britanniques comme Bradford ou Oldham, mais pas les concentrations de minorités encore relativement bien intégrées sur le marché du travail du Canada. Le rapport de l'*Institute for Research on Public Policy* de 2007 : *Belonging : Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada* montre que même si l'on observe des signes de déclassement économique par rapport aux populations de migrants antérieures, il n'y pas de raison de craindre une évolution vers la ségrégation sociale et le repli communautaire à l'européenne redoutée par les auteurs précités (IRPP 2007). Au contraire, Kymlicka avance que même si les migrants au Canada choisissent souvent de se regrouper dans certains quartiers selon des logiques ethniques, ces quartiers ne présentent pas le même cocktail « d'appauvrissement, de mobilité sociale réduite ou d'isolation sociale qui caractérisent les ghettos d'Europe » (Kymlicka, 3).
- 36 Cependant, malgré cette réalité canadienne qui continue de contraster avec la situation britannique, les politiques fédérales canadiennes des gouvernements conservateurs de ces dernières années reflètent la peur de la contagion des fléaux de la « ghettoïsation » et du radicalisme islamique. Le Canada est entré au milieu des années 2000 dans ce qu'Augie Fleras appelle une quatrième phase du multiculturalisme, « le multiculturalisme intégratif », cette fois axé sur la notion d'intégration. Cette phase n'est pas fondamentalement différente de la phase « civique », mais il s'agit désormais de mettre encore plus l'accent sur les valeurs communes, les relations interculturelles, et les risques de dérive sectaire de jeunes issus de minorités musulmanes. La promotion de l'intégration vise désormais directement à prévenir les dérives potentiellement dangereuses de certains musulmans (Fleras, 70). En 2008, le ministre de la citoyenneté, de l'immigration et du multiculturalisme Jason Kenney insistait sur le besoin pour le Canada de perpétuer son modèle « d'unité dans la diversité » à travers l'intégration réussie des nouveaux arrivants. Ce processus devait passer par « l'enseignement de l'anglais ou du français, l'insertion sur le marché du travail, la connaissance et l'identification des migrants à l'histoire, aux symboles et aux institutions canadiennes, et leur engagement actif dans le volontariat, l'armée, la police ou les services de sécurité. » (cité par Fleras, *ibid*). En ce sens, on assiste bien à une convergence canado-britannique autour d'une vision sécuritaire de l'islam et des dérives violentes possibles de certains musulmans, et de la peur d'une segmentation accrue de la société canadienne sur des lignes à la fois socio-économiques et ethniques, ainsi qu'en termes de concentration résidentielle. Dans les deux pays, ces craintes sont désormais exprimées à travers des appels de plus en plus pressants aux valeurs communes et à l'acceptation explicite par tous de la légitimité des institutions nationales.

Contrairement aux périodes précédentes, c'est cette fois le Canada qui subit l'influence des réflexions britanniques sur la ségrégation et sur le radicalisme islamiste.

Conclusion

- 37 Les approches politiques de la gestion de la diversité ethnoculturelle varient selon les contextes nationaux en fonction de contraintes historiques, démographiques, des causes des flux migratoires, et des systèmes politiques. Elles font aussi l'objet de processus d'exportation et d'importation d'un pays à l'autre, au gré des tentatives de décideurs politiques de justifier de nouvelles politiques — ou d'en perpétuer d'anciennes — en référence à des modèles ou des contre-modèles étrangers. On voit ainsi se dessiner des affinités internationales entre certains pays qui adoptent, adaptent et réinterprètent les idées les uns des autres en fonction de leurs contraintes et de leurs objectifs nationaux.
- 38 Le cas de la notion de multiculturalisme, apparue comme politique publique au Canada en 1971 et exportée quelques années plus tard en Grande-Bretagne, en est un exemple particulièrement clair. Désignant dans les deux pays une volonté de reconnaissance des singularités ethnoculturelles des populations immigrées et de leurs descendants, elles traduisent dans une analyse plus fine des objectifs différents. Au Canada il s'est agi d'abord d'une entreprise fédérale de construction d'une identité nationale viable dans un contexte de tensions entre anglophones et francophones, et d'intégrer à cette identité nationale des minorités d'origines essentiellement européennes. En Grande-Bretagne, les municipalités travaillistes qui ont initialement repris le terme y ont vu avant tout une manière d'approfondir des expériences locales de lutte contre le racisme en direction de « minorités visibles » postcoloniales.
- 39 Depuis cet échange initial, le flux d'idées entre les deux pays ne s'est pas tari, bien au contraire, et témoigne d'affinités durables entre les cercles intellectuels et médiatiques des deux pays, malgré l'éloignement et le caractère de plus en plus ténu des anciennes relations coloniales. Après le multiculturalisme, c'est sa critique qui a voyagé du Canada à la Grande-Bretagne, autour de l'idée d'un multiculturalisme réificateur des identités, et réducteur des identités individuelles à des appartenances de groupe simplifiées et souvent subies. Ce sont aussi les idées de cohésion sociale, de capital social, de multiculturalisme civique axé sur la citoyenneté et les valeurs communes qui, après avoir imprégné les politiques fédérales canadiennes dès les années 1990, ont fortement influencé les politiques britanniques après 2001 et leur ont directement inspiré la *community cohesion*.
- 40 Malgré ces influences canadiennes répétées, la Grande-Bretagne est restée sur une trajectoire politique bien distincte de celle du Canada. Au-delà des simples critiques et inflexions du multiculturalisme venus du Canada, en effet, elle a aussi connu ce que l'on peut appeler une « crise » du multiculturalisme, c'est-à-dire son rejet par les décideurs. Ce fut particulièrement le cas après les attentats de Londres de 2005, avec un multiculturalisme désormais accusé de mener directement à la ségrégation, au séparatisme ethnique, et au radicalisme islamiste.
- 41 Peut-on voir se dessiner, par un mouvement de retour, une influence de cette crise britannique sur le Canada ? A la suite de Kymlicka, il est permis d'en douter, tant les circonstances au Canada diffèrent : popularité persistance du multiculturalisme, relative tolérance des musulmans, inscription moins inégalitaire des minorités dans la

géographie urbaine des grandes métropoles. Il reste cependant frappant de constater avec quelle attention les commentateurs canadiens observent et redoutent une « contagion » de la crise du multiculturalisme vers leurs rivages.

BIBLIOGRAPHIE

- Alibhai-Brown, Yasmin. *After Multiculturalism*. London: The Foreign Policy Centre, 2000.
- Banting, Keith, et Kymlicka Will, dirs. *Multiculturalism and the Welfare State, Recognition and Redistribution in Contemporary Democracies*. Oxford: Oxford University Press, 2006.
- , Thomas J. Courchene and F. Leslie Seidle (eds.). *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*. Montreal: Institute for Research on Public Policy, 2007.
- Belelieu, André. "Canada Alert, the Recent Evolution of Canadian Security Policy" *Hemisphere Focus* 12:10 (2004):1-8.
- Bibby, Reginald. *Mosaic Madness, Pluralism Without a Cause*. Toronto: Stobbard, 1990.
- Bissoondath, Neil. *Selling Illusions, the Cult of Multiculturalism in Canada*. Toronto: Penguin, 1994.
- Bleich Erik. *Race Politics in Britain and France, Ideas and Policymaking since the 1960s*. Cambridge: Cambridge University Press, 2003.
- Cameron, David, *PM's speech at Munich security conference*, Saturday 5 February 2011. Site consulté le 16 février 2012. <<http://www.number10.gov.uk/news/pms-speech-at-munich-security-conference>>
- Cameron, David Robertson. "An Evolutionary Story". In *Uneasy Partners, Multiculturalism and Rights in Canada*. Ed. Janice Gross Stein et al. Toronto: Wilfrid Laurier Press, 2007. 74-78.
- Cantle, Ted. *Community Cohesion, a Report of the Independent Review Team*. Londres: Home Office, 2001.
- Communities and Local Government Office (CLGO). *Improving Opportunity, Strengthening Society: the Government's Strategy to Increase Race Equality and Community Cohesion*. Londres: CLGO, 2003.
- Fleras, Augie. *The Politics of Multiculturalism, Multicultural Governance in Comparative Perspective*. New York: Palgrave Macmillan, 2009.
- Gregg, Allan. "Identity Crisis: Multiculturalism, A Twentieth Century Dream Becomes a Twenty-First Century Conundrum" *The Walrus* 3:2 (2006).
- Gross Stein, Janice, David Roberston Cameron et John Ibibitson (eds.). *Uneasy Partners, Multiculturalism and Rights in Canada*. Toronto: Wilfrid Laurier Press, 2007. 74-78.
- Hewitt, Roger. *White Backlash and the Politics of Multiculturalism*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005.
- James, Carl E (ed.). *Possibilities and Limitations, Multicultural Policies and Programs in Canada*. Black Point: Fernwood Publications, 2005.

Jansen, Clifford J. "Canadian Multiculturalism". In *Possibilities and Limitations, Multicultural Policies and Programs in Canada*. Ed. Carl E. James. Black Point: Fernwood Publications, 2005. 21-33.

Jenson, Jane. *Mapping Social Cohesion: the State of Canadian Research*. Ottawa: Canadian Policy Research Networks Inc, 1998.

Joppke, Christian. "Immigrants and Civic Integration in Europe". In *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*. Ed. Keith Banting et al. Montreal: Institute for Research on Public Policy, 2007. 321-351.

Kundnani, Arun. *The End of Tolerance, Racism in 21st century Britain*. London: Pluto Press, 2007.

Kymlicka, Will. *The Current State of Multiculturalism in Canada*. Ottawa: Multiculturalism and Human Rights Branch of the Government of Canada, 2010.

Lassalle, Didier. *L'Intégration au Royaume-Uni, Réussites et Limites du Multiculturalisme*. Paris : Ophrys, 2009.

Latour, Vincent. "Les métamorphoses du multiculturalisme britannique". *Revue Française de Civilisation Britannique*. 14 :2 (2007) : 23-36.

Le Texier, Emmanuelle, Esteves, Olivier, et Denis Lacorne (eds.). *Les Politiques de la diversité, expériences anglaises et américaines*. Paris: Les Presses de Sciences Po, 2010.

Modood, Tariq. *Multiculturalism*. Cambridge: Polity Press, 2007.

---. *Still Not Easy Being British, Struggles for a Multicultural Citizenship*. Stoke-on-Trent: Trentham Books, 2010.

Ouseley, Herman. *Community Pride, Not Prejudice*. Bradford: Bradford Vision, 2001.

Pearson, John. *The Politics of Ethnicity in Settlers Societies, States of Unease*. Basingstoke: Palgrave, 2001.

Phillips, Trevor, *Sleepwalking into Segregation*, discours prononcé le 18 septembre 2005 au Manchester Council for Community Relations. Site consulté le 16 février 2012. <<http://www.humanities.manchester.ac.uk/socialchange/research/social-change/summer-workshops/documents/sleepwalking.pdf>>

Pitcher, Ben. *The Politics of Multiculturalism, Race and Racism in Contemporary Britain*. Basingstoke: Palgrave MacMillan, 2009.

Preventing Extremism Together Working Groups (PET). *Preventing Extremism Together Report*. Londres: CLGO, 2005.

Reitz, Jeffrey, et Banerjee, Rupa. "Racial Inequality, Social Cohesion and Policy Issues in Canada". In *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*. Ed. Keith Banting et al. Montreal: Institute for Research on Public Policy, 2007. 489-547.

Ritchie, David. *Oldham Independent Review, One Oldham One Future, Panel Report*. Manchester: Government Office for the North West, 2001.

Shukra, Kalbir. *The Changing Pattern of Black Politics in Britain*. Londres: Pluto Press, 1998.

Siddiqui, Haroon. "Don't Blame Multiculturalism". In *Uneasy Partners, Multiculturalism and Rights in Canada*. Ed. Janice Gross Stein et al. Toronto: Wilfrid Laurier Press, 2007. 74-78.

Uberoi, Varun. "Multiculturalism and the Canadian Charter of Rights and Freedoms", *Political Studies*. 57 (2009): 805-827.

Vertovec, Steve, et Susanne Wessendorf (eds.). *The Multiculturalism Backlash*. Londres: Routledge, 2009.

NOTES

1. Pour reprendre le titre du livre de David Pearson (Pearson).
2. « Paradoxically, states that were once quintessential examples of attempts to form new nations based on a narrowly conceived ethnic core have moved in recent decades to dualistic and/or multiple imaginings of national membership. States that once guarded their monocultural underpinnings with vigilant immigrant gatekeeping and strict control of their indigenes are now officially denouncing assimilation and lauding their merits of cultural pluralism », (ma traduction) (Pearson, 20-21)
3. Cette interprétation de l'histoire canadienne est proposée par David Roberston Cameron (Cameron, 2007).
4. « To take into account the contribution made by other ethnic groups to the cultural enrichment of Canada » (ma traduction) (Jansen. 25)
5. « A cohesive society is one where : - there is a common vision and sense of belonging for all communities ; the diversity of people's different backgrounds and circumstances are appreciated and positively valued ; those from similar backgrounds have similar life opportunities ; and - strong and positive relationships are being developed between people from different backgrounds in the workplace, in schools and within neighbourhoods. » (ma traduction) (LGA).
6. « The ongoing process of developing a community of shared values, shared challenges and equal opportunity within Canada, based on a sense of trust, hope and reciprocity among all Canadians. » (ma traduction)
7. Kymlicka cite les chiffres tires du sondage Focus Canada (2006) *Canadians' Attitudes Toward Muslims* (Environics).
8. Etude de Feng Hou and Garnett Picot. *Visible minority neighbourhoods in Toronto, Montréal, and Vancouver*. Ottawa : Statistics Canada, 2004.

RÉSUMÉS

A partir de la toute fin des années 1970 et du début des années 1980, la notion de multiculturalisme apparue en 1971 au Canada a été importée en Grande-Bretagne et adaptée au contexte social et politique britannique. Depuis cet échange initial, le flux d'idées sur l'intégration des migrants entre les deux pays ne s'est pas tari, bien au contraire. Cet article esquisse une analyse de ces échanges. Après le multiculturalisme, c'est sa critique qui a voyagé du Canada à la Grande-Bretagne, autour de l'idée d'un multiculturalisme réducteur des identités individuelles à des appartenances de groupes simplifiées et souvent subies. Ce sont aussi les idées de cohésion sociale, de capital social, de multiculturalisme civique axé sur la citoyenneté et les valeurs communes qui, après avoir imprégné les politiques fédérales canadiennes dès les années 1990, ont fortement influencé les politiques britanniques après 2001 et leur ont directement

inspiré la *community cohesion*.

Malgré ces influences canadiennes répétées, la Grande-Bretagne est restée sur une trajectoire politique propre. Au-delà des simples critiques et infléchissements du multiculturalisme venus du Canada, en effet, elle a aussi connu ce que l'on peut véritablement appeler une « crise » du multiculturalisme, désormais accusé de mener directement à la ségrégation, au séparatisme ethnique, au radicalisme islamiste. Bien que la situation canadienne continue de contraster avec cette crise, il est frappant de constater que certains commentateurs canadiens observent et redoutent une « contagion » de la crise de certains pays européens, dont la Grande-Bretagne, vers leurs rivages.

From the late 1970s and early 1980s onwards, the notion of multiculturalism, born as a public policy guideline in Canada in 1971, was imported in Great Britain and adapted to the British social and political context. Since this initial transfer, ideas and notions on immigrant integration have continued to flow between the two countries. This article explores aspects of these exchanges. The first criticisms of multiculturalism also extended to Britain after appearing first in Canada, focusing in each country on the excessively simplifying vision of individual identities, reduced to schematic and archaic group identities. Similarly, the concepts of social cohesion, social capital, or “civic multiculturalism” based on citizenship and shared values have deeply influenced British policies in the last decade after having first shaped federal policies in 1990s Canada.

Despite these repeated Canadian influences, Great Britain has remained on a specific political trajectory, reflecting its European dimension. Beyond the criticisms and evolutions of multiculturalism imported from Canada, Britain has also undergone what can be termed a “crisis” of multiculturalism, with multiculturalist policies being viewed as having contributed directly to residential and school segregation, ethnic separatism and Islamic radicalism. Although the Canadian situation continues to contrast with this crisis, some Canadian commentators fear a “contagion” of European-style crises towards their shores.

INDEX

Mots-clés : Canada, Grande-Bretagne, transferts d'idées, multiculturalisme, intégration, migration

Keywords : Canada, Great Britain, transfers of ideas, multiculturalism, integration, migration

AUTEURS

ROMAIN GARBAYE

Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3

Professeur des universités

garbaye98@hotmail.com